

L'Université de Toronto reconnaît le besoin d'un organisme de coordination. Elle recommande que «la distribution des fonds du gouvernement destinés aux travaux de recherches et la façon dont les ministères, organismes et conseils du gouvernement utilisent ces fonds devraient être l'objet des avis et critiques d'un organisme gouvernemental dûment constitué.»¹²⁸

La Faculté de génie de l'Université Carleton affirme que «Une politique scientifique adéquate nécessite un organisme pourvu des moyens suffisants pour élaborer les plans et faire respecter ses décisions. Nous croyons que le gouvernement du Canada devrait assumer la responsabilité de la politique scientifique, tout comme il le fait pour la politique étrangère et la politique de la défense. Il est possible de demander l'avis de divers organismes consultatifs ou d'en instituer, au besoin, mais les décisions finales portant sur la politique devraient être prises par le gouvernement.»¹²⁹

La Faculté des sciences de l'Université York déclare: «On devrait songer sérieusement à unifier et à coordonner le rôle que joue l'État actuellement dans le domaine de la science et de la technique, en le plaçant sous une autorité responsable dont la principale fonction serait de veiller aux intérêts de la science et la technique au Canada, dans tous leurs aspects, d'administrer des fonds à cette fin, et de conseiller le gouvernement dans ce domaine. Nous admettons que l'application de cette proposition poserait des problèmes mais le besoin d'une meilleure coordination est urgent.»¹³⁰

Nous aimerions souligner les remarques de cet homme de science reconnu qu'est le Dr C. J. Mackenzie. Il a dit au Comité: «Nous savons qu'il existe des ministères qui s'occupent des politiques à court terme dans des domaines tels que la recherche sur la défense, la recherche spatiale, l'océanographie, la pollution, etc. A mon avis, il devrait exister, dans tous ces domaines, une politique gouvernementale globale, ou, tout au moins, des principes généraux, avant que les agences et les ministères ne s'engagent dans des dépenses spécifiques qui souvent établissent mais jamais ne suivent les politiques gouvernementales. Les décisions du gouvernement sont souvent établies en fonction des activités et des dépenses des ministères, sans tenir compte d'une politique gouvernementale globale. Cette façon de faire n'était peut-être pas si mauvaise dans le passé, et l'on ne s'en est guère plaint, mais aujourd'hui, ce n'est plus acceptable.»¹³¹

Selon certains témoins, l'impact de la science et de la technologie sur la société est tel qu'il nous sera nécessaire de modifier le processus d'élaboration de la politique scientifique. Par exemple, les sciences sociales seront peut-être obligées de jouer un rôle plus important dans l'élaboration de nouvelles politiques. Le Conseil canadien de recherches en sciences